

A Madagascar, l'aide internationale conforte un président contesté

Le Monde – 18/12/2023

[Laurence Caramel](#)

Andry Rajoelina, réélu au cours d'une élection présidentielle boycottée par l'opposition, qui en refuse les résultats, n'a pas hésité à promettre des fonds des bailleurs occidentaux pour s'assurer la victoire.



Le président réélu de Madagascar, Andry Rajoelina, salue la foule à son arrivée à la cérémonie de prestation de serment, à Antananarivo, le 16 décembre 2023. RIJASOLO / AFP

Samedi 16 décembre, [Andry Rajoelina](#) a officiellement été investi pour un second mandat de cinq ans à la tête de Madagascar. La cérémonie, organisée avec faste dans le grand stade de Mahamasina, à Antananarivo, parachève un processus électoral contesté, dont celui qui peut, plus que jamais, être qualifié d'« homme fort » de la grande île de l'océan Indien, est sorti victorieux dès le premier tour, avec 58,9 % des voix et un taux de participation de 46 %.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Madagascar : Andry Rajoelina réélu et déjà contesté](#)

Devant l'instrumentalisation flagrante des institutions chargées de garantir la crédibilité du vote, les failles de la liste des électeurs et le scandale provoqué par la révélation de l'acquisition, en 2014, de la nationalité française par M. Rajoelina, les appels au report du scrutin et à l'ouverture d'un dialogue national lancés par les principaux acteurs de la société malgache, au premier rang desquels les Eglises chrétiennes, sont restés vains. Après avoir dénoncé « *un coup d'Etat institutionnel* », l'opposition soudée a finalement boycotté l'élection et n'en reconnaît pas les résultats, ce qui laisse entières les interrogations sur la capacité du président à gouverner.

Samedi, la cérémonie d'investiture s'est déroulée sous le contrôle étroit des forces de l'ordre, celles-là mêmes qui, tout au long de la campagne électorale, avaient dispersé les manifestations quasi quotidiennes dont le mot d'ordre était le « *retour à l'Etat de droit* ».

Réserve diplomatique

Hormis quelques chefs d'Etat africains voisins, les diplomaties occidentales ne se sont pas bousculées pour assister au sacre. Seule la France a dépêché le secrétaire d'Etat chargé de la mer, Hervé Berville. Cette discrétion pourrait être interprétée comme une forme de réserve à l'égard du passage en force auquel s'est livré le président sortant pour assurer sa réélection.

Le 1^{er} décembre, la France, l'Union européenne, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon, les Etats-Unis, la Suisse, la Corée du Sud et l'Organisation internationale de la francophonie ont, dans un communiqué commun, pris sobrement « *acte de la publication par la Haute Cour constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 16 novembre proclamant vainqueur Andry Rajoelina* ». Une formule habile censée ne pas exprimer un quitus, tout en se mettant à l'abri contre d'éventuelles accusations d'ingérence.

Lire aussi : [A Madagascar, Andry Rajoelina récuse le débat sur sa nationalité française](#)

Mais est-il possible de prétendre à un statut d'observateur neutre, sinon impuissant, face à la dérive autoritaire du régime lorsque l'aide publique au développement assure près de 70 % des investissements de l'Etat (68 % dans le budget adopté, début décembre, pour 2024) ? Cette perfusion atteint, voire dépasse, 85 % pour l'agriculture, la santé, l'énergie et l'environnement. Elle représente 70 % des investissements réalisés dans l'éducation, les travaux publics, etc.

Sans les subsides des « partenaires techniques et financiers », qui regroupent les bailleurs bilatéraux et les institutions multilatérales de développement, Andry Rajoelina aurait tout simplement les poches vides, privé des moyens qui lui ont permis, pendant les cinq années de son mandat, d'alimenter son clientélisme et de se poser en bienfaiteur d'un pays qui n'a pourtant cessé de régresser. Huit Malgaches sur dix vivent sous le seuil de l'extrême pauvreté, fixé à 2,15 dollars par jour, soit deux fois plus que la moyenne de l'Afrique subsaharienne. L'espérance de vie, de 64 ans, a reculé d'une année.

Lire l'enquête (2022) : Article réservé à nos abonnés [Madagascar : Andry Rajoelina, le maître des désillusions](#)

L'aide publique au développement, d'un montant d'un peu plus de 1 milliard de dollars (880 millions d'euros) en 2021, selon les statistiques les plus récentes de l'Organisation de coopération et de développement économiques, a atteint des niveaux inégalés sous la présidence de M. Rajoelina. Le soutien accordé pour faire face à la pandémie de Covid-19, puis aux conséquences de la guerre en Ukraine, explique cette évolution. Mais en partie seulement, car il y a eu, dans le même temps, une volonté d'appuyer davantage un pays dont le ratio « aide par habitant » demeure très inférieur à celui d'autres Etats parmi les moins avancés. Par exemple, il est de 100 dollars au Sénégal, pour seulement 45 dollars à Madagascar.

Achat de voix

M. Rajoelina a bien compris le parti qu'il pouvait tirer de cette situation. D'autant que les performances des professionnels de l'assistance internationale sont aussi calculées sur leur capacité à engager toujours plus de financements. « *Quand je vais voir la Banque mondiale, elle paie* », s'est-il ainsi vanté pendant la campagne électorale. Les détournements sur les fonds alloués pour la riposte au Covid-19, révélés par un audit de la Cour des comptes malgache, ou les libertés prises avec les règles d'appel d'offres sur les chantiers publics n'ont pas incité les bailleurs à davantage de prudence.

Dénoncée par l'opposition, l'utilisation des programmes d'aide sociale pour acheter des voix pour la présidentielle du 16 novembre n'a pas suscité le moindre commentaire officiel, malgré les scènes observées à travers le pays au lendemain du vote, lorsque des milliers d'électeurs se sont pressés devant les permanences du parti présidentiel TGV (Tanora Gasy Vonona, qui signifie « Jeunes Malgaches déterminés ») pour réclamer le versement des 300 000 ariarys (65 euros environ) promis en échange du soutien à Andry Rajoelina. Une petite fortune pour les plus pauvres.

Si la Banque mondiale reconnaît avoir gelé une enveloppe de 50 millions de dollars (45,79 millions d'euros), elle se refuse à établir un lien avec l'élection. Son programme-phare de « *résilience et de sécurité* » de 250 millions de dollars est prêt à être décaissé.

Lire aussi : [Présidentielle à Madagascar : des queues devant le parti d'Andry Rajoelina « pour récupérer l'argent »](#)

En Afrique, il est souvent difficile de percevoir les retombées de l'aide internationale. Dans le cas de Madagascar, il est au moins possible de dire que M. Rajoelina en est le premier bénéficiaire. Au risque d'alimenter une défiance croissante à l'égard de ces bailleurs occidentaux perçus comme de solides soutiens du pouvoir en place.